

Doing Research au

BÉNIN

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Mars 2026



Doing Research au **BÉNIN**

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Mars 2026

AVERTISSEMENT :

Ce rapport est le résultat d'une extension multi-pays de l'initiative mondiale Doing Research en Afrique francophone, généreusement financée par le ministère des Finances de la France, à travers l'Agence Française de Développement, dans le cadre du Pôle Clermontois de Développement International. Doing Research est une initiative phare du Global Development Network (GDN), mise en œuvre et conduite de manière indépendante.

Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD ou du GDN.

Le Global Development Network est une organisation internationale publique qui soutient la recherche en sciences sociales de haute qualité et axée sur les politiques dans les pays à faible et moyen revenu afin de promouvoir une vie meilleure.

Le Centre africain pour le développement équitable (ACED) est un think-and-do tank qui s'attaque au fossé persistant entre la production de connaissances et leur application concrète aux politiques et aux pratiques.

Titre : Doing Research au Bénin - Résumé Exécutif

Auteur/autrices : Roch Mongbo, Sidol Hougbo, Epiphane Sodjinou, Rodrigue Gbedomon, Elysée Houedjofonon, Fabrice Tekou, Fréjus Thoto, Laurenda Todome, Clément Agbangla, Reine Olanignan

Publié par : Global Development Network

Design: Suresh Kumar

Edition : 1

Copyright : GDN et ACED

Citation suggérée : GDN et ACED, Doing Research au Bénin - Résumé Exécutif. Global Development Network, 2026.

ISBN : 978-81-956855-7-8

DOI : 10.69814/BENINER/202602

Coverpage Photo Credit : Unsplash/Yanick Folly

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Introduction

Dans une économie mondiale de la connaissance et dans le contexte des Objectifs de Développement Durable, il est de plus en plus reconnu que la mobilisation de la recherche locale est essentielle pour le développement socio-économique. Cependant, l'état actuel des systèmes de recherche dans les pays en développement est préoccupant car il ne permet pas toujours aux chercheurs locaux de produire une recherche de qualité capable d'alimenter le débat public et les politiques publiques. Une analyse approfondie est donc nécessaire pour comprendre comment combler le fossé entre la recherche et les politiques et rehausser le profil des connaissances générées localement.

Le système de recherche en sciences sociales au Bénin dispose d'un capital humain réel mais fonctionne souvent déconnecté des besoins des décideurs. Malgré un environnement réglementaire favorable au sein des universités nationales, la contribution de la recherche au développement local demeure floue. Le Bénin continue de dépendre fortement de l'extérieur et ne possède pas encore de système national de recherche autonome, tant sur le plan financier que sur le plan technique. Le défi majeur consiste à structurer cet écosystème afin de permettre aux talents locaux de contribuer pleinement à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

L'évaluation **Doing Research Assessment (DRA)** au Bénin a été menée par le **Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED)**. Elle constitue une analyse systématique visant à fournir des informations complètes et comparables sur la recherche locale, selon une méthodologie validée au niveau global depuis 2017 et adaptée au contexte national en 2024. La méthodologie mixte combine une recherche documentaire rigoureuse avec des enquêtes qualitatives et quantitatives de collecte de données. Elle s'articule autour de trois étapes : une analyse du contexte, une cartographie du paysage national de la recherche (identifiant les acteurs ayant une influence et une capacité), et une enquête auprès des informateurs clés (chercheurs, décideurs, administrateurs) pour renseigner les indicateurs de production, de diffusion et d'utilisation de la recherche.

Principaux Résultats

La recherche en sciences sociales au Bénin se déploie dans un système riche en acteurs mais fragilisé par des contraintes structurelles profondes. Le pays dispose d'un vivier humain non négligeable, avec environ 1034 chercheurs spécialisés dans les sciences sociales. Cette base académique témoigne d'un réel potentiel, d'autant plus que la visibilité scientifique du Bénin s'est progressivement améliorée au cours des quinze dernières années. Pourtant, ce progrès masque une réalité plus nuancée : la production scientifique individuelle demeure faible, avec à peine 0,34 publications par chercheur entre 2020 et 2022. Ce décalage suggère que les capacités humaines ne se traduisent pas encore pleinement en production intellectuelle, révélant des freins systémiques plus larges.

Le financement apparaît comme l'un des nœuds critiques du système, ce qui limite fortement son développement. Le sous-financement chronique de la recherche en sciences sociales constitue un obstacle majeur. L'investissement public annuel, estimé à seulement 606 euros par chercheur, reste largement insuffisant pour soutenir une activité scientifique compétitive. Cette faiblesse budgétaire contraint les chercheurs à dépendre fortement de financements internationaux, qui représentent plus de la moitié des ressources disponibles. Une telle dépendance expose le système à des priorités extérieures, parfois déconnectées des besoins locaux.

Les infrastructures de recherche, souvent défectueuses, freinent concrètement le travail scientifique au quotidien. Au-delà des ressources financières, les conditions matérielles de la recherche demeurent préoccupantes. Les laboratoires sont fréquemment vétustes, mal équipés et peu adaptés aux exigences contemporaines. L'accès aux bases de données scientifiques est limité, ce qui restreint l'intégration des chercheurs béninois aux dynamiques internationales de la production du savoir. À cela s'ajoutent des problèmes de connectivité internet, qui compliquent l'accès à l'information et la collaboration à distance, désormais essentielles à la recherche.

L'absence de coordination nationale affaiblit la cohérence et l'impact du système de recherche. Le paysage institutionnel est fortement fragmenté. Près de 500 organisations participent aux activités de recherche en sciences sociales, mais sans un cadre stratégique

unifié. L'absence d'un organe national dédié ou d'une politique cohérente entraîne une dispersion des efforts et limite les synergies possibles. Dans ce contexte, les initiatives restent isolées, et les actions d'envergure nationale peinent à émerger.

Le lien entre la recherche et la décision publique demeure largement sous-exploité. Malgré leur potentiel à éclairer les politiques publiques, les chercheurs sont peu intégrés aux processus décisionnels. La collaboration formelle entre scientifiques et décideurs est quasi inexistante (2-3 %), comme l'illustre le fait qu'un seul chercheur sur six a produit une note de politique au cours des trois dernières années. Les autorités publiques sollicitent rarement l'expertise académique lors de l'élaboration des lois, ce qui accentue le fossé entre la production de connaissances et l'action publique.

La communication scientifique reste insuffisamment orientée vers la société. Enfin, les pratiques de diffusion des connaissances révèlent une autre limite structurelle. La formation des chercheurs privilégie fortement la publication académique, souvent destinée à un public restreint, au détriment de la vulgarisation. Seul un tiers des chercheurs s'engage dans des activités de communication simplifiée auprès du grand public ou des médias. Cette faible diffusion limite l'impact social de la recherche et contribue à son isolement vis-à-vis des citoyens et des acteurs non académiques.

Leviers du changement

Pour que la recherche en sciences sociales devienne un véritable levier de développement au Bénin, une transformation structurelle s'impose à travers cinq leviers stratégiques clairement identifiés.

Cette transformation ne relève pas d'ajustements marginaux, mais d'un engagement politique fort capable de restructurer en profondeur un système aujourd'hui fragmenté et sous-optimisé. Les cinq axes suivants constituent les fondations d'un changement durable, en agissant simultanément sur la gouvernance, les ressources, les incitations, les compétences et la transmission intergénérationnelle.

1. **Créer un organe national de coordination constitue la pierre angulaire de toute réforme ambitieuse.**
Dans un paysage marqué par la dispersion de près de 500 organisations, la mise en place d'une institution publique dédiée permettrait de structurer l'ensemble du système. Cet organe aurait pour mission de définir des priorités nationales de recherche en lien avec les besoins socio-économiques du pays, tout en facilitant le dialogue entre les universités, les

centres de recherche, les décideurs et les partenaires techniques. Il jouerait également un rôle clé dans la régulation, notamment en veillant au respect des normes éthiques et scientifiques. En somme, il s'agit du levier indispensable pour transformer une mosaïque d'initiatives isolées en une stratégie nationale cohérente.

2. **La création d'un fonds national pour les infrastructures constitue une condition essentielle à l'amélioration de la qualité scientifique.** Les limites actuelles des infrastructures ne peuvent être surmontées sans un investissement dédié et pérenne. Un fonds spécifiquement consacré à la recherche permettrait de financer la construction et la modernisation des laboratoires, le développement des bibliothèques, ainsi que l'accès aux bases de données internationales. Il pourrait également soutenir l'amélioration de la connectivité numérique, devenue un pilier de la recherche contemporaine. Géré de manière transparente, ce mécanisme offrirait aux chercheurs un environnement de travail adapté, condition sine qua non pour produire des connaissances robustes et compétitives à l'échelle internationale.
3. **L'instauration d'incitations à la valorisation locale de la recherche est un levier décisif pour réorienter les pratiques académiques.** Aujourd'hui, les chercheurs sont principalement évalués en fonction de leurs publications académiques internationales, ce qui limite leur engagement dans des activités à fort impact local. Une réforme des critères de promotion, notamment dans le cadre du CAMES, permettrait de reconnaître la production de notes de politique publique, les actions de vulgarisation, ainsi que la participation aux débats nationaux. En valorisant ces contributions, le système encouragerait les chercheurs à s'impliquer davantage dans les enjeux du pays, réduisant ainsi le fossé entre le savoir scientifique et l'action publique.
4. **Le renforcement des compétences en communication scientifique constitue un enjeu central pour accroître l'impact de la recherche.** La production de connaissances ne suffit pas si elle n'est pas accessible et compréhensible pour les publics concernés. Intégrer des modules obligatoires de communication dans les formations, notamment les formations doctorales, permettrait de doter les chercheurs d'outils pour dialoguer avec les médias, vulgariser leurs travaux et s'adresser efficacement aux décideurs. Ces compétences, encore trop peu développées, sont pourtant essentielles pour inscrire la recherche dans l'espace public et en renforcer l'utilité sociale.

5. **Enfin, l'institutionnalisation du mentorat constitue un investissement stratégique pour l'avenir du système.** Le renouvellement et la montée en compétence des chercheurs passent par un encadrement structuré et de qualité. La mise en place de programmes formels de mentorat permettrait d'accompagner les jeunes chercheurs dans leur parcours, en favorisant la transmission des savoir-faire, des bonnes pratiques et des réseaux professionnels. En valorisant ce rôle au sein des institutions, le système renforcerait sa capacité à former une nouvelle génération de chercheurs compétents, autonomes et engagés.

Conclusions

Points clés

- **Concentration des talents :** Plus de 52 % des chercheurs sont concentrés dans seulement trois universités publiques, dont 71 % au sein de l'Université d'Abomey-Calavi.
- **Production locale invisible :** Aucune revue scientifique béninoise n'est actuellement indexée dans les grandes bases de données internationales telles que Scopus, ce qui limite fortement la visibilité mondiale des connaissances produites localement.
- **Dépendance aux financements extérieurs :** Plus de 50 % du financement de la recherche dans le pays provient d'organisations internationales.

Le système de recherche en sciences sociales au Bénin apparaît aujourd'hui comme un moteur à l'arrêt, riche en potentiel mais incapable de convertir pleinement ses ressources en transformations concrètes.

Au fil des quinze dernières années, des progrès indéniables ont été enregistrés : le nombre de docteurs a augmenté, tout comme le volume des publications scientifiques. Pourtant, cette dynamique reste largement mécanique, portée avant tout par les exigences de promotion académique, notamment celles du CAMES, plutôt que par une vision stratégique nationale orientée vers le développement. Ainsi, le système produit, mais sans véritable direction, comme une machine qui tourne sur elle-même sans entraîner de changement structurel.

Ce paradoxe se prolonge par un fossé persistant entre la recherche et la décision publique, malgré une reconnaissance mutuelle de leur utilité.

D'un côté, les décideurs politiques reconnaissent l'importance des données et des analyses pour orienter

les politiques publiques. De l'autre, les chercheurs sont convaincus de leur capacité à éclairer ces décisions. Pourtant, cette convergence de principes ne se traduit pas dans les pratiques : les autorités sollicitent rarement l'expertise scientifique, tandis que les chercheurs produisent peu d'outils accessibles, comme les notes de politique. Entre savoir et action, le pont reste à construire.

Cette inertie est accentuée par une fragmentation structurelle qui disperse les énergies au lieu de les amplifier. Avec près de 500 organisations impliquées dans la recherche, le paysage institutionnel béninois est dense mais fragmenté. En l'absence d'un mécanisme central de coordination, les initiatives se multiplient sans réelle synergie, parfois de manière redondante. Cette dispersion empêche l'émergence d'équipes interdisciplinaires capables de répondre à des défis complexes et systémiques, tels que la sécurité, le changement climatique ou le développement agricole durable.

À ces contraintes organisationnelles s'ajoute une réalité plus profonde : la pauvreté structurelle du système. Avec un investissement public limité à environ 606 euros par chercheur et par an, la recherche fonctionne dans un état de sous-financement chronique. Cette situation oblige de nombreux chercheurs à multiplier les activités annexes pour subvenir à leurs besoins, ce qui réduit d'autant le temps consacré à la recherche. Dans ces conditions, l'activité scientifique devient souvent secondaire, fragmentée, et difficilement compatible avec les exigences d'une production rigoureuse et continue.

Enfin, des barrières culturelles et linguistiques limitent la portée et l'ancrage local de la recherche. Bien que les chercheurs s'inscrivent dans des standards académiques internationaux, leurs travaux restent largement influencés par des cadres théoriques occidentaux, parfois peu adaptés aux réalités locales. Cette orientation « extravertie » se double d'un autre obstacle majeur : la langue. Les résultats de recherche sont rarement diffusés dans les langues locales, ce qui exclut les communautés directement concernées. La recherche, censée éclairer la société, reste alors éloignée de ceux qu'elle étudie.

Ainsi, le diagnostic est clair : le système de recherche en sciences sociales au Bénin ne manque ni de talents ni de potentiel, mais souffre d'un ensemble de blocages structurels, institutionnels et culturels qui freinent son impact. Transformer ce moteur à l'arrêt en véritable levier de développement suppose non seulement des réformes techniques, mais aussi une réorientation profonde vers un modèle plus intégré, inclusif et ancré dans les réalités nationales.

Recommandations

Pour traduire concrètement ces leviers de changement en actions efficaces, une mobilisation coordonnée des parties prenantes s'impose autour de mesures opérationnelles structurantes.

Ces recommandations visent à dépasser les constats diagnostiques pour enclencher une dynamique de transformation durable, en articulant gouvernance, financement, incitations et renforcement des capacités.

A. La mise en place d'un comité multi-acteurs constitue une première étape essentielle pour structurer le dialogue et orienter les priorités.

Le gouvernement gagnerait à instaurer un cadre formel de concertation réunissant les universités, les ministères sectoriels, les organisations de la société civile et le secteur privé. Un tel comité permettrait d'aligner les agendas de recherche sur les besoins réels du pays, notamment en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD). Au-delà de la coordination, il jouerait un rôle stratégique dans l'identification des priorités nationales, la mutualisation des ressources et le suivi de l'impact des politiques de recherche.

B. La modernisation des infrastructures doit s'appuyer sur des mécanismes existants, en particulier le FNRSIT, pour garantir l'efficacité et la pérennité.

Le Fonds National de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (FNRSIT) peut constituer un levier central pour financer la mise à niveau des infrastructures. Il s'agirait de renforcer son rôle en orientant prioritairement les investissements vers la modernisation des équipements de laboratoire, le développement des bibliothèques numériques, ainsi que l'amélioration de la connectivité internet. Une gestion transparente et stratégique de ce fonds permettrait de combler progressivement le déficit structurel qui freine la production scientifique.

C. La reconnaissance de la vulgarisation scientifique doit être intégrée au cœur des mécanismes d'évaluation académique.

Pour encourager une recherche plus ouverte et davantage connectée à la société, il est crucial d'élargir les critères de promotion académique. La prise en compte du nombre d'articles de presse, de podcasts, de vidéos ou d'interventions médiatiques permettrait de valoriser les efforts de diffusion auprès du grand public. Une telle évolution inciterait les chercheurs à rendre leurs travaux

plus accessibles, contribuant ainsi à réduire le fossé entre production scientifique et appropriation sociale.

D. La refonte des cursus doctoraux constitue un levier structurant pour adapter les compétences des chercheurs aux exigences contemporaines.

Les formations doctorales devraient intégrer, de manière obligatoire, des modules consacrés à l'utilisation des outils numériques, à la gestion de l'identité scientifique en ligne et aux stratégies de visibilité internationale. Ces compétences sont devenues indispensables pour diffuser efficacement les travaux de recherche, renforcer les collaborations et positionner les chercheurs béninois dans les réseaux scientifiques globaux.

E. Enfin, l'institutionnalisation de programmes de mentorat formels est cruciale pour assurer la relève et la qualité du système.

Les institutions de recherche doivent développer des politiques claires encadrant le mentorat, incluant la formation des encadrants, la définition d'objectifs pédagogiques et l'accompagnement personnalisé des jeunes chercheurs. Au-delà du soutien scientifique, ces programmes devraient intégrer des dimensions émotionnelles et professionnelles, afin d'aider les jeunes chercheurs à naviguer dans un environnement souvent contraint. Cet investissement humain est déterminant pour bâtir un système de recherche résilient et durable.

Limites de la recherche

Les limites de la recherche influencent la portée des résultats. L'un des principaux obstacles réside dans l'accès aux données secondaires. En effet, cette recherche a souffert d'un manque significatif d'informations sur les chercheurs évoluant en dehors du système des universités publiques nationales. Cette lacune réduit la capacité à dresser un panorama complet du paysage de la recherche, en laissant dans l'ombre une partie potentiellement active mais peu documentée de la communauté scientifique.

La collecte de données a également été freinée par une participation limitée des décideurs politiques. L'organisation d'entretiens avec les responsables gouvernementaux s'est révélée particulièrement difficile, en raison de leurs agendas chargés et, dans certains cas, d'un manque de disponibilité ou de volonté à participer. Cette contrainte a restreint l'intégration de leurs perspectives dans l'analyse, alors même qu'elles sont essentielles pour comprendre les dynamiques entre la recherche et la politique publique.

Enfin, les choix méthodologiques en matière de sources bibliographiques introduisent un biais dans l'évaluation de la production scientifique. Le recours à la base de données Scimago, bien que pertinent pour les comparaisons internationales, ne permet pas de couvrir de manière exhaustive les revues africaines. Par

conséquent, une partie de la production scientifique béninoise, notamment celle publiée dans des revues locales, échappe à l'analyse. Cela conduit probablement à une sous-estimation du volume réel de recherche produite dans le pays.



www.gdn.int

